

Marier, Nadia (BSMS)

De: Blais, Daniel (14-15-DGfO)
Envoyé: 19 septembre 2017 09:27
À: Charette, Yanick (14-15-UG/Laurentides); Coudé, Véronique (14-15-UG/Laurentides)
Cc: 53-54
Objet: TR: Pont Riv. du Sourd

23-24

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
Échéance avant le: 29 septembre 2017 16:00
État de l'indicateur: Avec indicateur

Bonjour Yanick et Véronique,

Dans le but de préparer la voie alternative du sentier de Quad et Motoneige suite à la fermeture du pont H064-222, on nous demande de vérifier les contraintes à l'égard du tracé et de la localisation du pont.

Yanick : Avis Faunique sentier et pont SVP (Aire de confinement du cerf à cet endroit)

Véronique : Avis forestier (travaux d'aménagement prévus ou autres).

Si vous étiez en mesure de me revenir pour le 29 septembre ça serait apprécié.

Merci

Daniel Blais
Ingénieur forestier (96-025)
Direction de la gestion des forêts Lanaudière-Laurentides
Direction générale du secteur sud-ouest
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
289, route 117, bureau 1
Mont-Tremblant (Québec) J8E 2X4
téléphone : (819) 425-6375 poste 336
daniel.blais@mffp.gouv.qc.ca
mffp.gouv.qc.ca

Notre expertise vaut plus!

Message important du personnel professionnel du gouvernement du Québec en négociation

Comme le souligne le Secrétariat du Conseil du trésor, **préserver l'expertise de la fonction publique** en misant sur les ressources internes est un enjeu capital pour l'accomplissement des missions publiques de l'État. Pour y parvenir, il s'avère essentiel d'**offrir des salaires compétitifs**. L'Institut de la statistique du Québec confirme que le personnel professionnel de l'administration publique québécoise accuse un **retard de rémunération globale de plus de 26 %** par rapport aux autres professionnels du secteur public.

Au lieu de combler cet écart, le gouvernement vise à le creuser. Soucieux d'**offrir aux citoyens des services publics de qualité**, nous croyons que la pérennité des biens collectifs et la saine gestion des fonds publics exigent la **reconnaissance des experts de l'État**. L'expertise du personnel professionnel vaut plus!

23-24